

HARVEY, Fernand, *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19e siècle*. Montréal, Boréal Express, 1978. 347 p. \$12.75.

Jacques Rouillard

Volume 33, Number 2, septembre 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303778ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303778ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rouillard, J. (1979). Review of [HARVEY, Fernand, *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19e siècle*. Montréal, Boréal Express, 1978. 347 p. \$12.75.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33(2), 267–268.
<https://doi.org/10.7202/303778ar>

COMPTES RENDUS

Harvey, Fernand, *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19e siècle*. Montréal, Boréal Express, 1978. 347 pages, \$12.75.

En 1886, le premier ministre canadien, J. A. Macdonald, instituait une Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail au Canada. À la manière des commissions royales mises sur pied au XIXe siècle, celle de 1886 procéda par audience publique laissant défiler devant elle des témoins, patrons, cadres et ouvriers, qui répondirent aux questions des commissaires. Pour le Québec, la Commission entendit 649 témoignages qui ont été consignés intégralement en deux volumes qui constituent une source d'informations incomparables sur les relations de travail à la fin du XIXe siècle.

Pour l'historien du monde ouvrier, la recherche des sources pose un problème car les travailleurs écrivent peu de sorte que celui-ci en est souvent réduit à faire reposer son étude sur des données statistiques, l'énumération de législations ou les observations de personnes étrangères au milieu ouvrier. Comme il est rare de mettre la main sur des documents provenant des travailleurs eux-mêmes, on comprend que les témoignages recueillis par la Commission représentent une source d'une valeur inestimable. Au caractère déjà singulier de cette source d'informations, s'ajoute un autre facteur qui en fait un document de première importance: la Commission a entrepris son enquête au moment où le Québec s'engage résolument dans la voie de l'industrialisation. En effet, les années 1880 constituent la phase de démarrage du développement industriel du Québec. Plusieurs des travailleurs qui viennent témoigner devant les commissaires ont vécu le passage du travail artisanal à celui qui s'effectue dans de vastes usines où oeuvrent des centaines de travailleurs. De cette nouvelle organisation du travail ont découlé par exemple la disparition de l'apprentissage et la dévaluation de certains métiers. L'industrialisation a également signifié des mutations au niveau de la société globale; les années 1880 voient en effet l'apparition de la classe ouvrière qui pour la première fois fait entendre sa voix. Elle se manifestera à travers les organisations de type politique que se sont donnés les travailleurs peu de temps avant que ne siège la Commission, soit le Congrès des Métiers et du Travail du Canada (1883) et le Conseil central des Métiers et du Travail de Montréal (1886).

Mais sur ce point, l'auteur demeure discret car peu de témoignages rendus devant la Commission ne se rapportent aux organisations mises sur pied par les travailleurs, qu'elles soient politiques ou syndicales. Il limite en effet son étude aux seules informations fournies par les procès-verbaux de la Commission.

C'est donc sur l'impact de l'emploi de la machine dans l'organisation du travail que Harvey a surtout concentré son analyse. Il en ressort que l'introduction de la mécanisation au Québec a eu des conséquences à peu près similaires à celles qui ont affecté les pays déjà industrialisés: réduction des salaires dans les métiers traditionnels, baisse dans la qualité de la main-d'oeuvre, destruction des relations personnelles entre patrons et ouvriers, embauche des surintendants qui dirigent l'exécution du travail, emploi des femmes et des enfants, longues heures de travail, introduction du "sweating system", imposition d'amendes dans certaines fabriques pour pallier à la maladresse des employés, etc. Parmi les conclusions de l'auteur, la plus intéressante nous semble concerner la disparition du mode d'apprentissage traditionnel.

Selon l'organisation artisanale du travail, le jeune apprenti concluait avec un maître un contrat où celui-ci s'engageait à lui apprendre un métier tandis que l'apprenti restait à la disposition du maître pour accomplir les menus travaux qui ne manquent pas de surgir dans un atelier. Mais la division des tâches consécutives à l'avènement de la machine a rendu caduque ce système d'apprentissage. Le coup fatal n'est pas venu seulement des employeurs qui refusaient d'absorber les coûts générés par l'enseignement d'un métier, mais des apprentis eux-mêmes qui préféraient à l'apprentissage long et peu rémunérateur les gains rapides qu'offrait le travail de manoeuvre. Cette spécialisation hâtive prévenait l'ouvrier de bien connaître toutes les phases de la fabrication d'un bien au grand déplaisir des artisans qui assistaient impuissants à la disparition de leur savoir.

Cette observation et plusieurs autres élaborées au cours du travail font de l'étude de Fernand Harvey un ouvrage de premier ordre, bien écrit et d'une clarté dans le développement qui ferait l'envie d'historiens chevronnés. Tout ce qu'on peut regretter, c'est que ses conclusions ne soient pas étayées par d'autres sources que les témoignages rendus devant la Commission.